

Burundi : calendrier électoral dans un climat politique crispé

@rib News, 19/07/2014 â€“ Source AFP La prochaine Ã©lection prÃ©sidentielle au Burundi a Ã©tÃ© fixÃ©e au 26 juin 2015, annonce vendredi la Commission Ã©lectorale nationale indÃ©pendante (CENI), la communautÃ© internationale s'inquiÃ©tant des restrictions aux libertÃ©s politiques dans ce pays. Un Ã©ventuel second tour aura lieu le 27 juillet 2015, a prÃ©cisÃ© le prÃ©sident de la CENI, Pierre-Claver Ndayicariye, lors d'une cÃ©rÃ©monie Ã Bujumbura. Le calendrier Ã©lectoral pour l'annÃ©e prochaine prÃ©voit aussi des Ã©lections gÃ©nÃ©rales et communales le 26 mai, des sÃ©natoriales le 17 juillet et l'Ã©lection des conseils de quartier le 24 aoÃ»t, a-t-il ajoutÃ©.

Dans ce petit pays de la rÃ©gion des Grands Lacs sorti en 2006 de 13 ans de guerre civile, le climat politique se crispe Ã l'approche des Ã©lections de 2015. Au pouvoir depuis 2005, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza est soupÃ©onnÃ© de vouloir briguer un troisiÃ¨me mandat, mais ses opposants jugent qu'une nouvelle candidature serait inconstitutionnelle. L'opposition avait boycottÃ© les Ã©lections de 2010, qui avaient Ã©tÃ© suivies de violences. Les conditions pour Ã©tablir des Ã©lections Ã©quitables, justes et libres au Burundi n'existent pas car les partis d'opposition sont brimÃ©s, interdits de meeting et de rÃ©unions, la sociÃ©tÃ© civile et les mÃ©dias sont rÃ©duits au silence, a dÃ©clarÃ© FrÃ©dÃ©ric Banvungu, vice-prÃ©sident du parti d'opposition Frodebu. L'ONU avait dÃ©noncÃ© en juin les atteintes aux libertÃ©s, le "harcÃ©lement" de la sociÃ©tÃ© civile et les violences politiques dans le pays. Les "Imbonerakure", les jeunes du parti au pouvoir CNDD-FDD, sont particuliÃ¨rement mis en cause. Une note confidentielle de l'ONU faisait Ã©tat de la distribution d'armes par le gouvernement Ã ces jeunes militants. Des organisations de la sociÃ©tÃ© civile ont dÃ©posÃ© vendredi Ã la prÃ©sidence de la RÃ©publique et auprÃ¨s de l'ONU et de l'Union africaine une pÃ©tition pour Ã©tablir une enquÃªte indÃ©pendante et neutre sur ces allÃ©gations de distribution d'armes. La pÃ©tition a recueilli plus de 19.000 signatures de Burundais et d'Ã©trangers, a dÃ©clarÃ© la presse Vital Nshimirimana, coordinateur du Forum pour le renforcement de la sociÃ©tÃ© (FORSC), une coalition d'ONG. Un important dÃ©fenseur des droits de l'Homme, Pierre-Claver Mbonimpa, est Ã©crouÃ© depuis mai pour Ã©tablir la sÃ©retÃ© de l'Etat pour avoir affirmÃ© que des "Imbonerakure" recevaient une formation paramilitaire dans l'est de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo voisin. La pÃ©tition rÃ©clame aussi une enquÃªte sur ces prÃ©sumÃ©s entraÃªnements. Le pouvoir burundais a toujours niÃ© ces allÃ©gations et refusÃ© toute enquÃªte sur ce sujet.